Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

100-101 | 2005

Éducation, religion, état

La manipulation du genre dans les pratiques discriminatoires

The Manipulation of Gender in Discriminatory Practices

Christine Delphy

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1615>

DOI : 10.4000/jda.1615

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 265-283

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Christine Delphy, « La manipulation du genre dans les pratiques discriminatoires », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 22 juillet 2020. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1615> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/jda.1615>

Ce document a été généré automatiquement le 22 juillet 2020.

Journal des anthropologues

La manipulation du genre dans les pratiques discriminatoires

The Manipulation of Gender in Discriminatory Practices

Christine Delphy

- 1 A l'automne 2003, une polémique, qui dure encore, a éclaté en France à propos du foulard ou voile islamique – en arabe, le *hijab* – un foulard qui couvre les cheveux et le cou des femmes. Deux élèves de lycée ont été renvoyées pour avoir refusé de l'enlever. Des articles pour et contre leur exclusion ont rempli les journaux, un livre vient d'être publié sur la courte expérience de ces deux jeunes sœurs de 14 et 16 ans.
- 2 Déjà en 1989, puis en 1994, le foulard islamique s'est trouvé au centre d'une controverse nationale (Gaspard & Khosrokhavar, 1995). En 1994 le gouvernement français a décidé de laisser les directeurs de lycées et collèges libres d'accepter ou de refuser le port du foulard. Mais quand ils décidaient l'expulsion et que les parents de l'élève faisaient un recours devant les tribunaux, le Conseil d'État a en général invalidé leur décision, disant que tant qu'il n'y avait pas de prosélytisme, le droit des enfants à l'éducation devait primer. Cette fois, le gouvernement a mis en place une commission (Stasi) chargée de procéder à des auditions en vue de recommander ou non une loi interdisant le port du foulard. En fait le président de la République a décidé de légiférer avant que les travaux ne soient terminés.
- 3 Je pense que cette troisième affaire du foulard révèle l'existence d'un fossé profond entre la société française « blanche » et les descendants d'immigrés nord-africains, et qu'elle démontre de plus un type d'interaction spécifique entre genre et race.

Introduction et rappel historique

- 4 La France, comme la Grande-Bretagne, a été un pouvoir colonial majeur jusque dans les années soixante. Son empire comprenait, entre autres parties du monde, le Maghreb : l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. L'Algérie a été un département français entre 1830, date de la conquête, et 1962, quand elle devint indépendante après huit ans d'une

guerre cruelle. Ce département français comptait deux catégories de citoyens : d'une part les Français et autres Européens (surtout Espagnols), qui y avaient émigré, avaient reçu des terres du gouvernement français, s'appelaient officiellement « Français de souche » et possédaient la pleine citoyenneté. D'autre part, les autochtones qui avaient pour nom « Français musulmans », et dont le vote valait le cinquième de celui d'un Français de souche. Dès le début du siècle, mais surtout après la deuxième guerre mondiale, les Algériens autochtones commencèrent à émigrer en France à la recherche de travail. Ils étaient 500 000 en 1950, et leur nombre augmenta régulièrement jusqu'au milieu des années soixante-dix, quand avec la crise pétrolière, l'immigration fut stoppée. A ce moment-là, entre deux et trois millions d'immigrants tant d'Algérie que de Tunisie et du Maroc, étaient établis en France.

- 5 Ils n'étaient pas venus pour rester. Mais le projet de retourner au pays demeura pour beaucoup d'entre eux un rêve. Un grand nombre firent venir leur femme et eurent des enfants. La loi française fait que les enfants d'étrangers nés en France et élevés en France deviennent français à leur majorité, sauf s'ils choisissent la nationalité de leurs parents. Ces enfants ont maintenant des enfants à leur tour.

Racisme et discrimination : l'échec de l'intégration

- 6 La France a une longue histoire d'immigration. Pendant tout le xx^e siècle, des immigrants arrivèrent de toute l'Europe. Ils furent exploités et discriminés. Mais leurs enfants ont été assimilés. On trouve beaucoup de noms italiens, espagnols, portugais, polonais, russes, arméniens en France, et ils ne constituent pas un handicap pour qui les porte. Cependant ceci ne s'applique pas aux descendants d'immigrés nord-africains et plus généralement non européens. Bien qu'ils aient la nationalité française, ils ne sont pas perçus comme étant français. Ils sont la cible d'un racisme qui est aussi fort que celui à l'encontre des Noirs – le racisme antiasiatique n'étant pas pour l'instant très repérable.
- 7 Par exemple, on les appelle couramment « immigrés de la deuxième génération » – un mot de code qui signifie dans les médias d'origine nord-africaine, jamais utilisé pour les personnes d'origine asiatique ou portugaise. Bien que cette expression n'ait aucun sens – car il est difficile de concevoir le statut d'immigré comme un trait génétique – cela démontre que, à la différence des enfants d'autres immigrés, ceux-ci sont perçus comme des étrangers.
- 8 Le racisme est régulièrement dénoncé en France. Le sujet est étudié par les chercheurs. Cependant, c'est le plus souvent sous un angle idéologique : c'est le discours raciste qui est étudié. Le racisme est vu comme un ensemble d'attitudes fausses ou immorales, comme une idéologie. Beaucoup moins de gens étudient le fonctionnement du racisme, sa composante matérielle, c'est-à-dire la discrimination. Il existe un obstacle technique rendant ces études difficiles, obstacle révélateur sur la société française. Cet obstacle est constitué par l'opposition louable de la France à admettre que la race fasse partie de l'identité d'un individu. Ni la race ni la religion ni l'origine ethnique ne peuvent être inscrits sur aucun papier ou registre – seule la nationalité est enregistrée. De plus, il est interdit de poser des questions sur ces matières (Simon, 1997 ; Tripier, 1999).
- 9 La pratique sociale ne tient pas compte de ces bonnes intentions ; elle distingue les gens selon la couleur de leur peau et la forme de leur visage et relie ces caractères à des

catégories ethniques ou raciales. Ces distinctions, qui sont utilisées pour discriminer ces personnes, n'étant inscrites nulle part, il est quasiment impossible de les étudier. Il est même difficile d'avancer des chiffres : on dit souvent qu'il y aurait entre 4 et 5 millions de personnes potentiellement musulmanes, et que l'islam serait, en nombre, la seconde religion de France après le catholicisme, mais on ne sait pas d'où sortent ces chiffres.

- 10 Le résultat de ces scrupules honorables est qu'on ne dispose d'aucun chiffre précis, et que l'on doit se contenter d'estimer que les descendants d'immigrés maghrébins sont entre 2 et 3 millions de personnes, soit 5% de la population.
- 11 En dépit de ces obstacles, quelques études ont construit des échantillons prenant en compte l'origine nationale des parents – ce pour quoi elles ont été critiquées. Elles ont cependant pour la première fois démontré de façon statistique, et non pas impressionniste, l'étendue des discriminations subies par les descendants d'immigrés maghrébins (Tribalat, 1995). Elles et ils réussissent moins bien à l'école que les enfants d'origine française. Les garçons restent plus longtemps à l'école mais y gagnent moins de diplômes. Les filles, dont on croyait pendant longtemps qu'elles étaient des « gagnantes », réussissent moins bien que les filles d'origine française et que leurs frères. Mais c'est surtout sur le marché du travail que les différences entre la population d'origine maghrébine et la population générale sont marquées. Même à diplôme égal, les chances des jeunes hommes d'être au chômage sont 4 fois plus élevées que pour l'ensemble (10 % en moyenne générale pour le groupe des 18-25 ans, 40% pour les jeunes hommes d'origine maghrébine). Une jeune Française de 18 à 25 ans a deux chances sur dix d'être au chômage en moyenne générale, presque le double (35% de risque de chômage) si ses parents étaient algériens.
- 12 Un rapport récent sur la discrimination raciale montre que celle-ci est systémique – résulte tant des fonctionnements formels que des fonctionnements informels de la société. L'un des mécanismes utilisés est, par exemple, la mention dans les offres d'emploi d'exigences de BBR (Bleu-Blanc-Rouge : les couleurs du drapeau), O1, ou « bonne présentation ». A l'examen, tous ces mots apparaissent comme des codes signifiant « pas d'origine maghrébine » (Beaud & Pialoux, 2003 : 63).

La gestion du rejet : demandes d'égalité et contre-racisme

- 13 Comment des gens nés dans un pays promettant l'égalité et la démocratie réagissent-ils à l'inégalité et à la discrimination ? Les réactions des enfants d'immigrés maghrébins peuvent être classées en deux phases historiques. D'abord, ils essaient de s'intégrer, ce qui signifie en France s'assimiler : être aussi semblables que possible en tous points aux Français moyens. Puis, confrontés à la discrimination, ils organisent en 1982-1983 une formidable « marche pour l'égalité », qui parcourt toute la France. Mais le mouvement sera récupéré par le parti socialiste qui crée SOS-Racisme, destiné à désamorcer cette protestation, et qui y réussira. Ces efforts ne produisirent aucun résultat. Comme le disait un jeune homme, exprimant un sentiment très général dans cette population : « Je me sens comme tout le monde, mais ILS me parlent tout le temps de ma différence ». Les Français d'origine française ou européenne refusèrent d'accepter les Arabes comme un groupe français parmi d'autres, les Bretons ou les Alsaciens par exemple. Les jeunes Arabes ont, au moins pour une grande partie, décidé de

revendiquer cette différence, puisqu'elle leur est imposée de toutes façons, et cela peut signifier différentes choses. Parfois ils adoptent une façon de vivre délinquante – en tant que dealers de drogue par exemple – ce qui est souvent la seule alternative à être condamné à l'assistance d'État. Ils se voient alors, comme tous les délinquants, comme supérieurs aux « caves », aux « bourgeois ». En général, ils renversent les stéréotypes négatifs qui leur sont assignés, et leur attribuent une valeur positive. Cette stratégie de gestion du racisme diffère selon les groupes, les individus, et bien évidemment, le genre. La délinquance est plus probable chez les jeunes hommes sans diplômes, de même que le sentiment de haine à l'égard des Français d'origine qu'ils appellent « Blancs » ou « Gaulois ». En revanche, les jeunes hommes ayant des diplômes veulent à tout prix récompenser leurs parents ouvriers des sacrifices que ceux-ci ont dû consentir pour qu'ils fassent des études. Mais pour réussir, même d'une manière modeste, ils doivent sans cesse contrôler ce qu'ils ont en commun avec les délinquants : la colère que le racisme provoque en eux.

- 14 Pour les jeunes femmes, les enjeux et les choix sont différents. Leurs parents souvent envisagent pour elles un destin traditionnel, l'attachement des parents à la tradition étant en général renforcé et non amoindri par l'exil. Les filles sont donc soumises à une division du travail très inégalitaire, devant aider leur mère à la maison, et elles ne bénéficient pas, sauf exception, d'un intérêt des parents pour leurs études. Elles sont aussi prises dans un filet d'interdictions héritées de la tradition maghrébine imposant la virginité au mariage dont l'honneur de la famille dépend – et toutes les interdictions censées préserver cette virginité et donc cet honneur.

Le rôle du genre dans la situation coloniale passée et dans la situation de caste présente

- 15 Comme tous les colonisateurs, les Français, peu après avoir conquis l'Algérie, construisirent une image négative des Arabes. Ils les montraient fourbes, paresseux, menteurs ; aveugles à l'oppression qu'il faisait subir à ses femmes, le groupe dominant condamnait les hommes arabes pour leur « dureté » vis-à-vis des femmes (Clancy-Smith, 1996). Les Nord-Africains, décidèrent-ils, traitent les femmes comme des esclaves ; la polygamie indisposait les Français. Elle devint la preuve de l'état de non-civilisation des indigènes. Réciproquement, la monogamie et la sainteté du mariage devinrent les marques distinctives des peuples conquérants, et donc de la civilisation. Ainsi, très tôt pendant le XIX^e siècle, le statut des femmes dans les pays arabes et plus largement musulmans devint une sorte de test à l'acide séparant les cultures valables de celles fondamentalement invalides, et il l'est resté, dans la vie politique française et dans le racisme de tous les jours.
- 16 Pendant la guerre d'indépendance algérienne, les militaires français entreprirent de dévoiler les femmes autochtones, afin d'amener les femmes de leur côté et briser le moral algérien (Fanon, 1959/2001). La réaction des combattants algériens fut de mettre un accent réciproque sur le voile comme partie intégrante de l'identité algérienne (Gadant, 1995).
- 17 Aujourd'hui aussi, le « contre-racisme » constitue l'une des réactions du groupe stigmatisé : la construction de valeurs qui inversent celles de la culture dominante, et en particulier la revendication en positif des traits considérés comme négatifs par

celle-ci. Ainsi, l'attitude « macho », condamnée en paroles par la société française, devient un marqueur identitaire ; les femmes françaises sont considérées par les Arabes comme « faciles » et les hommes français comme « trop coulants avec leurs femmes », et donc émasculés. Cette stigmatisation réciproque de la culture de « l'ennemi » ressemble – dans son contenu comme dans son caractère réactif – à l'attitude du FLN algérien il y a quarante ans.

- 18 Par exemple, ce n'est pas seulement par les hommes que la virginité des femmes est vue comme un marqueur identitaire positif. Aux yeux de nombreuses jeunes femmes, la virginité est moins une valeur traditionnelle qu'une façon de se différencier des femmes françaises et des manières de vivre françaises (Hamel, 2003). Toutes les femmes n'adoptent pas cette position, mais toutes doivent prendre position. Certaines au contraire rejettent leur culture et l'importance de la virginité et de la pudeur, et se conforment à ce qu'elles pensent être l'ethos français pour les femmes, c'est-à-dire la promiscuité sexuelle ; cette position est corrélée avec leur fuite du foyer des parents dont elles ne supportent plus l'autoritarisme, fuite qui entraîne une rupture avec leur famille, leur milieu, et les met souvent dans des situations de grande fragilité sociale et sexuelle.
- 19 Si tous les enfants d'immigrés nord-africains subissent un *double bind* (voir *infra*), les femmes et surtout les jeunes femmes en subissent les pires conséquences. Elles sont amenées à être quasiment schizophrènes. Elles sont mieux acceptées que leurs frères, les Français les perçoivent comme « gentilles » tandis qu'ils perçoivent les garçons comme « dangereux » ; mais pour gagner et conserver l'approbation des Français, elles doivent renier leur origine et leur famille, effacer d'elles-mêmes la plus petite trace d'arabité, qui sera toujours connotée négativement aux yeux français.
- 20 En effet, la société française leur fait une proposition, quoique cette proposition ne soit pas explicite. Des réactions françaises aux jeunes filles et femmes d'origine maghrébine, on peut déduire logiquement que la société française leur offre une espèce de marché. Elle continue de les voir, comme dans l'époque coloniale, tels des relais de la civilisation dans leurs propres familles. Mais en pratique, le fardeau que la demande de jouer ce rôle place sur les épaules de ces jeunes femmes a pour effet d'agir comme une injonction à rompre avec leur famille. Car, comment peuvent-elles couper tous les liens avec leur origine sans aussi rompre avec leur famille et leur quartier ? Ce message subliminal adressé par la société française aux « gentilles beurettes » est le même que celui que l'armée française a envoyé explicitement il y a quarante ans à leurs mères et grands-mères : quittez vos hommes et venez avec nous !
- 21 Or même si et quand elles le veulent, elles ne peuvent qu'exceptionnellement le faire, car on ne leur donne pas la base économique nécessaire. Les jeunes femmes doivent ainsi apparaître « françaises » et « libérées » pour être acceptées par les Français, et de retour chez elles le soir se montrer pudiques et soumises. Cette oscillation permanente entre deux modes opposés, cette double vie, sont évidemment très coûteux sur le plan psychologique.
- 22 Ainsi, il pourrait paraître que c'est de leurs parents que les enfants d'immigrés maghrébins ont hérité, sans hiatus, une définition du genre qui sépare le monde des femmes en « putains » et « femmes respectables » (ce qui n'est d'ailleurs pas particulièrement maghrébin). Mais en réalité, il s'agit d'une reconstruction de la tradition dans des conditions d'exclusion morale et matérielle ; dans ce contexte, la revalorisation des rôles traditionnels, qui est une provocation à l'égard de la société

dominante, fait partie de la revalorisation de tout ce qui est considéré par celle-ci comme différence négative. Le racisme a donc la conséquence paradoxale de renforcer, au lieu de les atténuer, le caractère sexiste qu'il reproche à la culture maghrébine. Ce reproche, de toute évidence frappé de mauvaise foi, a pour fonction d'une part d'absoudre la culture française de ce péché, et de l'autre de trouver une raison « honorable » de capturer les femmes de « l'autre ». C'est un des aspects classiques du combat entre deux peuples également patriarcaux : chacun est incarné exclusivement par ses hommes, et chacun essaie de priver l'autre de sa possession la plus précieuse : ses femmes.

De la revendication d'égalité à la revendication identitaire : le double bind et le nouvel islam

- 23 Les travailleurs nord-africains, quand ils arrivèrent en France, durent accepter d'être discrets quant à leur pratique religieuse, rendue quasiment clandestine par le refus des autorités de les laisser construire des lieux de culte. Leurs enfants allèrent à l'école publique où ils s'imbibèrent des valeurs et des modes de vie français, et ne furent pas élevés en tant que musulmans ; la pratique religieuse fut interrompue pendant presque une génération. Mais après l'échec, dans les années quatre-vingt, de la voie laïque et républicaine vers l'égalité, beaucoup des militants de cette époque se tournèrent dans les années quatre-vingt-dix vers l'islam (Khosrokhavar, 1997). Un islam complètement différent de celui de leurs parents, sous deux aspects : leur pratique religieuse n'est pas celle apprise à la maison, et n'a pas le même contenu. On ne saurait trop souligner cette discontinuité.
- 24 L'identification nouvelle et récente à l'islam est, de l'avis des spécialistes, clairement une conséquence de l'échec de l'État français à donner les mêmes droits à tous ses citoyens. C'est le résultat du racisme, qui met les personnes stigmatisées dans un *double bind*.
- 25 En quoi consiste-t-il ? D'un côté, l'intégration en France exige en réalité une assimilation : les descendants d'immigrés doivent s'habiller, manger, parler comme des Français « de souche » ; de plus, ils ne peuvent jamais évoquer leur passé, leur enfance, la vie et l'histoire de leurs parents, ni l'Afrique du Nord, où parfois les parents les emmènent pour visiter la famille. Le monde de leurs parents n'est pas considéré comme l'est le monde des parents d'autres Français, comme une expérience fondamentale – à la fois commune, tout le monde a eu une enfance, et spécifique, tout le monde a eu des parents différents – dont on parle et que l'on compare avec celle de ses amis. Au contraire, dans la vision raciste, l'origine et la famille de ces Français-là est quelque chose dont ils doivent avoir honte et dont on attend qu'ils la cachent.
- 26 D'un autre côté, même quand ils s'intègrent, c'est-à-dire s'assimilent en gommant leurs origines, ils ne sont pas traités à l'égal des autres : on les appelle « différents ». Leur apparence révèle cette origine et la culture honteuse qui va avec. Leur « différence » est négative, et elle est la première chose qui est perçue d'eux. C'est en ceci que consiste le *double bind* : quoi qu'ils fassent, ils ne satisferont jamais ce qu'on exige pour considérer des gens comme français, puisque ces exigences excluent par définition toute personne d'origine nord-africaine.

- 27 Que l'islam des jeunes soit une réponse à une aliénation sociale subie là où ils vivent et non la continuation d'une tradition étrangère est prouvé par le fait que cette religion est adoptée par des jeunes d'origine française qui vivent dans les mêmes quartiers et les mêmes conditions que les descendants d'immigrés, et qui se sentent aussi loin de la société dominante. L'islam est ainsi en passe de devenir en France la religion des pauvres et des exclus.
- 28 Mais la nouvelle tournure que prennent les réactions des descendants d'immigrés à leur exclusion constitue aussi une aggravation du malentendu entre eux et les Français d'origine. Ces derniers voient cette renaissance islamique comme une agression et la preuve que leur défiance était fondée. Depuis des années des tonnes de livres sont produits en France chaque année dont l'argument unique est que l'islam, de toutes les religions, est la seule à être incompatible avec la démocratie. Et la dernière affaire du voile a été pour les Français « de souche » l'occasion d'exprimer, de façon indirecte et hypocrite, une rancœur contre les personnes d'origine maghrébine, par le biais de la défense de la laïcité et du droit des femmes (Delphy, 2004). Pour la majorité des Français d'origine européenne, les femmes d'origine nord-africaine, en portant le foulard, font un choix absurde, choisissant l'oppression quand elles pourraient choisir la liberté. Si encore cela n'était qu'incompréhensible : mais, pire, c'est reçu comme une claque dans la figure. En portant le foulard, ces femmes font un pied de nez à la société française. En effet, cette dernière perçoit le foulard comme le refus d'une occasion inespérée pour elles de se délivrer des chaînes de la culture retardataire de leurs parents, de devenir des femmes « libérées », bref de devenir des femmes françaises.
- 29 Cela est incompréhensible, on l'a dit, non seulement pour la majorité des Français, mais pour les féministes françaises aussi. La plupart prétendent, en dépit de l'évidence qu'il s'agit d'un choix libre dans la plupart des cas, que ces jeunes femmes sont forcées par leurs pères ou leurs frères. Quand les femmes « voilées » disent qu'elles obéissent à Dieu, et pas aux hommes, personne ne les croit. D'ailleurs, personne ne leur demande rien.
- 30 Tout le débat tourne autour d'elles : comment les sauver, ou comment les empêcher de nuire à d'autres, et les personnes les plus diverses sont conviées à donner leur avis, sauf elles. Quand elles parviennent à parler et à dire qu'elles portent le foulard par choix religieux, les gens secouent la tête avec incrédulité. L'hypothèse qu'elles sont manipulées par des groupes musulmans extrémistes est la plus communément admise. Le fait que beaucoup de femmes voilées aient des convictions féministes, en France comme dans d'autres pays, occidentaux ou musulmans, n'est pas cru, et fait rire ; car l'islam, prétend-on, est la seule religion qui ne puisse pas être interprétée d'une façon qui accorde la moindre liberté aux femmes, ni à quiconque d'ailleurs. Le seul choix approuvé pour les femmes d'origine maghrébine, est donc toujours le même : elles doivent rompre avec leur groupe et renoncer à la religion musulmane.
- 31 Bien sûr, les questions internationales affectent le débat français. Les événements et les débats internationaux récents ont joué un rôle important dans l'exacerbation des positions. En France, les racines de la défiance vis-à-vis de l'islam sont beaucoup plus anciennes que ces événements, puisque la religion a été historiquement le prétexte utilisé pour dénier la pleine citoyenneté aux Algériens pendant 130 ans. Mais depuis vingt ans maintenant, la série de guerres contre le monde musulman, commencée par l'opposition à la révolution islamique iranienne, poursuivie par la première guerre contre l'Irak, la guerre contre l'Afghanistan puis par la seconde guerre contre l'Irak

aujourd'hui, a favorisé la redécouverte de l'islam par les enfants d'immigrés nord-africains, qui voient les pays arabes et musulmans comme la première cible de l'impérialisme occidental. Mais réciproquement, les mêmes événements ont renforcé la méfiance des Français à l'égard de l'islam et des Arabes. Depuis les attentats du 11 septembre 2001 aux USA, les vieux préjugés contre l'islam, toujours soupçonné d'être intrinsèquement fanatique, se sont combinés avec une nouvelle peur d'un islam terroriste qui serait décidé à plonger l'Occident dans le sang et le chaos. Enfin le conflit israélo-palestinien joue un rôle important depuis des années. Les descendants opprimés des immigrés arabes s'identifient aux Arabes opprimés de Palestine, dans le même temps que les milieux pro-israéliens relaient en Occident l'image négative que les Israéliens propagent des Arabes. Dans les trois dernières années, les tensions qui étaient nées en 1991 avec la première guerre contre l'Irak entre les représentants officiels de la communauté juive – tous pro-israéliens – et les jeunes d'origine maghrébine sont arrivées à un point d'ébullition. Les critiques de la politique israélienne sont régulièrement taxées d'antisémitisme, un antisémitisme réel réapparaît, tandis que le racisme antimaghrébin prend de plus en plus la forme d'islamophobie. Ainsi la question locale de la transformation de hiérarchies raciales en France en système de castes héréditaires est-elle aussi surdéterminée et exacerbée par des enjeux internationaux.

Un degré de plus dans la spirale de la séparation

- 32 Les Français pensaient que les enfants des Nord-Africains prendraient simplement la place de leurs parents, une place de travailleurs immigrés exploités, méprisés, sans droits et n'osant rien dire. Ils ont été traités comme des immigrés, comme s'ils n'étaient pas nés en France. Quand ces enfants ont demandé leurs droits de naissance, la société française a été choquée ; elle a vu chacune de leurs demandes comme la preuve de leur « incapacité à s'assimiler » et de leur « refus des valeurs républicaines ». A toutes les demandes pour l'égalité et la dignité, la société française a répondu comme si ces demandes étaient injustifiées, illégitimes, une menace, et une preuve que ceux qui les faisaient ne méritaient pas d'être français. Cela a conduit à un repli des enfants de Nord-Africains et à des demandes qui sont encore plus extravagantes pour les Français, demandes dont le foulard islamique est à la fois le signe et le symbole.
- 33 Cette population a changé de cap et exige maintenant que l'islam soit traité sur un pied d'égalité avec les autres religions, qu'il soit reconnu comme une religion française. Quand ils ont demandé leurs droits de façon purement politique, on leur a répondu non. Maintenant ils demandent des droits en tant que musulmans, et le fossé s'approfondit. En effet, qu'on puisse demander des droits *en tant que musulman* est incompréhensible pour les Français : à leurs yeux, c'est une tare et une honte – c'est ce qui empêchait les Algériens d'être français ; ils seraient prêts à le pardonner, si les intéressés continuaient de s'en cacher. Mais qu'on l'affiche et même qu'on en soit fier ! C'est pour la société française à la fois un paradoxe et une provocation.

Epilogue : la loi sur le foulard

- 34 Le 3 mars 2004, le Parlement français a ratifié une loi interdisant le port dans les écoles publiques de signes religieux ostensibles, suivant les recommandations de la

commission Stasi, après six mois d'un intense débat public reflété dans les médias par des prises de position de syndicalistes, d'intellectuels, de politiciens, de militants, etc. Cette controverse a divisé tous les groupes politiques et militants, au point que dans beaucoup d'entre eux il fut impossible d'arriver à une position commune. Ces divisions furent peu reflétées dans le vote mais laissent des contentieux durables, en particulier chez les féministes et les groupes d'extrême gauche.

- 35 Officiellement la loi renforce un principe fondateur de la III^e République, reconduit depuis, celui de la laïcité ; mais dans cette nouvelle version, la laïcité ou neutralité est exigée non seulement de l'État, mais aussi des élèves. Cependant, les arguments de fond soulevés en faveur de la loi ont été les droits des femmes, que les partisans de la loi prétendent bafoués par le port du foulard. Le foulard, tout le monde en est d'accord, est un signe d'infériorité des femmes ; certains vont plus loin et disent que c'en est un symbole sinon LE symbole ; et encore plus loin, en prétendant que pour cette raison il ne peut pas être toléré. Les opposants à la loi arguèrent que le foulard a plusieurs significations, et que les femmes qui le portent peuvent mettre en avant d'autres sens que celui de leur infériorité ; que par ailleurs il existe de nombreux signes ou symboles de l'infériorité ou de l'oppression des femmes qui sont parfaitement tolérés, voire approuvés, et que dans tous les cas et quoi qu'on en pense, exclure des jeunes filles de l'école était un traitement trop cruel puisque cela mettrait en danger leurs chances d'avoir une éducation, et que leur droit à l'éducation devait l'emporter sur toute autre considération.
- 36 Ces arguments n'eurent aucune prise sur la classe politique et ne mitigèrent en rien la répulsion que les Français éprouvent à la vue d'un foulard islamique ; un sentiment exprimé par Chirac lors d'une visite en Tunisie : « Les Français étant ce qu'ils sont, dit-il, le foulard est une agression pour eux ».
- 37 Cependant, derrière cette répulsion, il se cache une vision non dite et coloniale de la population « arabe ». Pour justifier l'interdiction du foulard, ses partisans ont eu recours à une théorie de plus en plus populaire : celle du complot islamique mondial – le « choc des civilisations » popularisé par Bernard Lewis puis Samuel Huntington. Cette théorie qui constitue la toile de fond par exemple du rapport Stasi, mais aussi des articles journalistiques, permet à son tour de dire que les droits des femmes sont immédiatement menacés par les jeunes filles qui portent un foulard à l'école. En effet, cette théorie débouche sur la proposition que le port du foulard serait un galop d'essai pour les fondamentalistes musulmans qui chercheraient ainsi à « tester les limites de la tolérance républicaine » (commission Stasi). Le raisonnement qui suit est le suivant : accepter le foulard aujourd'hui, c'est encourager ces fondamentalistes à continuer de saper les fondements de la république française dans le but de remplacer le code civil français par la charia (Gresh, 2004). Ce n'est que dans ce scénario-catastrophe qui fait appel à la théorie des « dominos » que l'on peut voir dans le foulard une menace pour les droits des femmes. Que personne dans la communauté musulmane, encore moins arabe, n'ait jamais exprimé une telle intention : c'est non pertinent dans une théorie du complot ; on ne s'attend pas à ce que les conspirateurs révèlent leurs plans.
- 38 Au fur et à mesure que le débat progressait, les accusations et les peurs exprimées devinrent de plus en plus paranoïaques, montrant ainsi aux « Arabes », musulmans ou non, que les Français, non contents de les discriminer, les tiennent en suspicion. Ce soupçon que les fondamentalistes musulmans opèrent librement dans les rangs de la population d'origine maghrébine et lui dictent sa conduite et son calendrier politique a

l'effet de présenter cette population comme une cinquième colonne, volontaire ou involontaire, agissant dans le but d'un renversement islamique de l'État. Cette opinion extrême est propagée par des personnalités habituellement modérées, telle Corinne Lepage, ancienne ministre de l'Environnement et candidate aux dernières élections présidentielles : « Il est incontestable qu'un bras de fer est engagé entre ceux qui voudraient que la France modifie ses traditions républicaines et ses lois pour laisser la possibilité de l'application de la charia et ceux qui veulent voir emporter le principe d'intégration républicaine et militent... pour une application sans failles et dans tous les domaines du principe de laïcité et celui d'égalité des droits entre hommes et femmes » (Lepage, 2004).

- 39 Les injustices subies par la population d'origine maghrébine ont été négligées au profit de la menace qu'elle est censée représenter. On le voit clairement dans la loi elle-même. La commission Stasi s'est dite « déçue » que les mesures pour l'intégration et contre les discriminations, qu'elle avait également recommandées, aient été abandonnées, et qu'on n'ait retenu de leurs recommandations que l'aspect répressif, l'interdiction du foulard.
- 40 Cependant ces protestations peuvent paraître hypocrites ; en effet, il est plus que probable que l'accent sur le foulard, et la menace qu'il représente, ait été mis consciemment de façon à rejeter dans l'ombre les torts faits à la population d'origine maghrébine. La nécessité de redresser ces torts sera vue comme moins urgente dès lors que cette population est soupçonnée d'un complot antinational.
- 41 La plupart des groupes féministes ont adopté cette argumentation, ce qui implique qu'elles aient accepté que, du jour au lendemain, la plupart des hommes politiques aient mis la défense des droits des femmes au sommet de leurs priorités. Les féministes sont entrées dans le débat selon les lignes tracées par le gouvernement, acceptant de considérer la lutte contre le port du foulard comme l'objectif prioritaire, avant des revendications anciennes, importantes et jamais satisfaites, comme la protection du droit à l'avortement, la lutte contre les violences masculines ou l'égalité des salaires.
- 42 On peut penser que ce débat aurait dû être au contraire l'occasion pour les féministes de dénoncer le bluff du gouvernement, son imposture quand il dit se préoccuper des droits des femmes alors que ni celui-ci ni les précédents n'ont jamais montré d'intérêt pour les combats féministes. Ce débat aurait pu être l'occasion d'exiger que ces revendications de changements dans la réalité soient satisfaites d'abord. De façon étonnante, la plupart des féministes ont été d'accord avec le gouvernement qu'un changement d'ordre symbolique prenait la priorité sur les changements dans la situation réelle des femmes. Du point de vue de l'État, la loi est un succès. Il a fait d'une pierre trois coups. La loi sur le foulard a diminué les pressions en faveur de la lutte contre la discrimination raciale, ainsi que l'urgence de s'attaquer à la discrimination de genre, puisque les féministes ont accepté le marché qui consiste à échanger la satisfaction de revendications substantielles pour une satisfaction symbolique. Enfin, ce débat a détourné l'attention pendant que le gouvernement procédait au démantèlement accéléré de l'État-providence.
- 43 Une division durable est née dans le mouvement féministe ; mais surtout, le fossé entre les descendants d'immigrés maghrébins et le reste du pays s'est élargi. Tandis que les premiers insistent sur leur intention d'exercer pleinement leur citoyenneté, l'État français vient de lui signifier son intention de continuer à les traiter comme des indigènes subordonnés et tout juste tolérés dans le pays.

- 44 Mais les jeunes – et moins jeunes – descendants d’immigrants ne sont plus prêts à accepter ce traitement et ce message ne fait qu’accentuer leur ressentiment. La loi contre le foulard, qui accompagne une politique de répression policière de plus en plus brutale des ghettos et qui se présente comme le premier acte d’une criminalisation de l’islam et, par extension, de tous les musulmans potentiels, loin de résoudre les problèmes, annonce un futur de tensions exacerbées.

BIBLIOGRAPHIE

- BEAUD S., PIALOUX M., 2003. *Violences urbaines, violences sociales*. Paris, Fayard.
- CLANCY-SMITH J., 1996. « La femme arabe » in SONBOL A., *Women, the Family and Divorce Laws in Islamic History*. Syracuse (N. Y.), Syracuse University Press.
- DELPHY Ch., 2004. « Une affaire française », in NORDMAN Ch., *Le foulard islamique en questions*. Paris, éd. Amsterdam.
- FANON F., 1959. « L’Algérie se dévoile », in *L’an V de la révolution algérienne*. Paris, Maspéro (rééd. La Découverte 2001) : 16-50.
- GADANT M., 1995. *Le nationalisme algérien et les femmes*. Paris, L’Harmattan.
- GASPARD F., KHOSROKHAVAR F., 1995. *Le foulard et la République*. Paris, La Découverte.
- GRESH A., 2004. « Les faux-semblants de la commission Stasi », *Politis*, 5-11 février.
- HAMEL Ch., 2003. *L’intrication des rapports sociaux de sexe, de « race », d’âge et de classe : ses effets sur la gestion des risques d’infection par le VIH chez les Français descendant de migrants du Maghreb*. Thèse. Paris, EHESS.
- KHOSROKHAVAR F., 1997. *L’islam des jeunes*. Paris, Flammarion.
- LEPAGE C., 2004. « Retrouver les valeurs républicaines », *Respublica* (journal en ligne), 23 avril.
- SIMON P., 1997. « La statistique des origines : l’ethnicité et la "race" dans les recensements aux États-Unis, Canada et Grande-Bretagne », *Sociétés contemporaines*, 26 : 11-44.
- TRIBALAT M., 1995. *Faire France. Une enquête sur les immigrés et leurs enfants*. Paris, La Découverte.
- TRIPPIER M., 1999. « De l’enjeu des statistiques "ethniques" », *Hommes et migrations*, 1219 : 27-31.

RÉSUMÉS

La constitution de castes raciales en France a commencé avec la colonisation de l’Afrique par la France au XIX^e siècle. Dans le cas de la colonisation du Maghreb, le genre a joué un rôle éminent dans la nécessaire dépréciation des colonisés. La France du XXI^e siècle refuse d’intégrer les descendants des immigrés et ex-colonisés nord-africains ; elle les constitue en caste inférieure et héréditaire définie par des traits culturels quasiment génétiques, et pour justifier ce traitement utilise une rhétorique très semblable à la rhétorique coloniale. Dans la caractérisation de cette population comme barbare, le genre continue de jouer un rôle éminent, et les tentatives de

« sauver » les femmes opprimées des barbares contemporains sont similaires aux espoirs des colons de s'emparer symboliquement des femmes des indigènes. Les affaires dites du « foulard » illustrent ces tentatives.

The constitution of racial castes in France began with the colonisation of Africa by France in the 19th century. In the case of the colonisation of North Africa, gender played an eminent role in the necessary depreciation of the colonised. Twenty-first century France refuses to integrate the descendants of immigrants and formerly colonised people from North Africa; it constitutes them as an inferior and hereditary caste defined by practically genetic cultural features, and uses a rhetoric very similar to colonial rhetoric in order to justify this treatment. In the characterisation of this population as barbaric, gender continues to play an eminent role, and attempts to « save » the oppressed women of contemporary barbarians are similar to the hopes of colonial settlers to take symbolic possession of the women of the natives. The so-called « headscarf » affairs illustrate these attempts.

INDEX

Keywords : discrimination, Gender, identity, Islam, North African, oppression

Mots-clés : discrimination, genre, identité, islam, maghrébin, oppression

AUTEUR

CHRISTINE DELPHY

CNRS